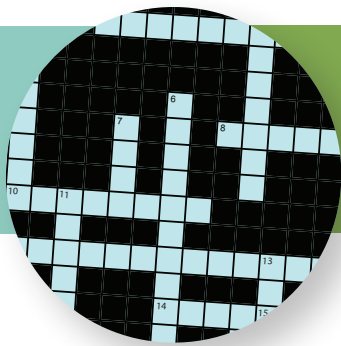




Mobiliser la langue

ENTRETIEN AVEC DAVID GOUDREULT
CULTURE - PAGE 7



Elle est
de retour!

PAGE LUDIQUE
PAGE 15

GRATUIT

MENSUEL 15 000 EXEMPLAIRES
DÉCEMBRE 2017 - VOLUME 33 NUMÉRO 3
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun



Les lutins de Grand-Mère

PAGE 11

PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

HISTOIRE

Les 50 ans du *Vive le Québec libre* !

PAGE 3



SOCIÉTÉ

Les Trois sœurs

PAGE 3



OPINION

Noël sans pauvres

PAGE 2



Noël sans pauvres



Une étude menée récemment par des chercheurs de l'Université McGill arrivait à la conclusion que le Québec se situait en tête des provinces canadiennes en matière de lutte contre la pauvreté, cela en raison notamment de ses politiques sociales, plus généreuses qu'ailleurs. Dans la même veine, la mise à jour d'un ensemble d'indicateurs de bien-être par l'Organisation mondiale de coopération et de développement économique démontrait il y a peu que le Canada faisait mieux que la moyenne observée pour l'ensemble des pays.

RÉAL BOISVERT

Après ces bonnes nouvelles est arrivé le scandale des Paradise Papers, en particulier celui des fiducies canadiennes cachées aux Îles Caïmans et en Barbade. Des milliards et des milliards de dollars qui, bon an mal an, se mettent à l'abri de l'impôt. Ajoutons à cela les échappatoires fiscales dont profitent plusieurs catégories de professionnels ainsi que les passe-droits alloués à Netflix et autres multinationales du même acabit en ce qui concerne les taxes à la consommation. Signalons en passant que les individus appartenant à la catégorie du 1 % les plus riches ont encaissé une augmentation de revenus 3,5 fois plus élevée que les paliers inférieurs selon le relevé le plus récent de Statistique Canada.

Au moment où ces lignes sont écrites, le gouvernement du Québec prépare une révision de son plan de lutte contre la pauvreté. Un trio d'économistes chargés d'examiner différentes mesures pour améliorer la situation des plus démunis lui recommande d'écarter la possibilité d'instaurer un revenu minimum garanti, estimant que cela coûterait une for-

tune. À la place, ils suggèrent d'accorder une augmentation de 472 \$ par an pour une personne seule et de 311 \$ pour les familles. C'est à se demander qui est le plus sérieux en matière de lutte contre la pauvreté. Est ce que ce sont les utopistes qui rêvent d'une allocation universelle ou les experts qui proposent des miettes aux plus vulnérables ?

La cause devrait être entendue. L'argent est là... pour peu qu'on recouvre ce qui est dû, bien sûr ! Donc, puisque nous en avons les moyens, l'idée d'un revenu minimum garanti ou d'une allocation de base inconditionnelle pour tous n'est pas une fausse bonne idée comme le répètent doctement les penseurs néolibéraux. Au contraire. L'occasion de passer d'un régime de secours public à une convention de redevances citoyennes doit être saisie pour de bon. Qu'est ce à dire ?

C'est dire que chaque individu, en vertu de son statut de citoyen, est d'abord riche de l'estime que la communauté a pour lui. Et cette estime se traduit par les ressources qu'on lui donne pour mettre en valeur son plein potentiel de dé-

veloppement. À noter qu'il ne s'agit pas là d'une faveur ou d'un acte charitable. Pour le dire avec les mots de Jean-Paul Sartre, Il s'agit d'un droit consenti à tout homme fait de tous les hommes et qui les vaut tous et que vaut n'importe qui. L'allocation est universelle et inconditionnelle. Contrairement à l'aide sociale, elle ne conduit pas à l'inaction par crainte de représailles. En revanche, elle stimule l'effort personnel et encourage la prise d'initiatives car elle renforce le sentiment de confiance en soi et l'amour propre de chaque être humain.

La possibilité d'agir et le désir d'entreprendre étant à la portée de tous, il en résulterait une amélioration spectaculaire d'une foule d'indicateurs en matière de santé, de criminalité, de négligence envers les enfants, etc., d'où ressortirait un enrichissement social et économique inégalé. À ce rythme, un Noël sans pauvres serait envisageable. Comment peut-on boudier le projet de se donner une si belle réussite collective !

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com

SOMMAIRE

SOCIÉTÉ
PAGE 3

HISTOIRE
PAGE 3

ÉCONOMIE
PAGE 4

**CAP SUR
L'INNOVATION SOCIALE**
PAGE 4

ENVIRONNEMENT
PAGE 5

CULTURE
PAGES 6-7

GRANDS ENJEUX
PAGES 8-9
INTERNATIONAL
PAGE 10

**PETITES ET GRANDES
NOUVELLES DE 2017**
PAGES 11 À 14

PAGE LUDIQUE
PAGE 15

BORIS



RÉPONSES DU MOTS CROISÉS
VERTICALEMENT: 2 APARTHEID, 3 CIRCONSCRIPTIONS, 4 HYDROCARBURES, 5 LAÏCITÉ, 6 PARTICIPATIF, 7 VÉLO, 11 HARICOT, 12 AILES, 13 MPC, 15 OCDE.
HORIZONTALEMENT: 1 DONNACONA, 2 APARTHEID, 3 CIRCONSCRIPTIONS, 4 HYDROCARBURES, 5 LAÏCITÉ, 6 PARTICIPATIF, 7 VÉLO, 11 HARICOT, 12 AGRANDISSEMENT, 14 AUTOCHTONES, 16 FARFADET.

CHIFFRE
DU MOIS

28 %

**Hausse du nombre de personnes demandant de l'aide alimentaire au Québec depuis 2008*
(Source : IRIS, Fractures, Numéro 2, Volume 2).

lagazette
de la Mauricie



www.gazettemauricie.com
facebook.com/lagazettedelamauricie
[@GazetteMauricie](https://twitter.com/GazetteMauricie)

Présidente: Valérie Delage
Directeur : Steven Roy Cullen
Conception graphique
et infographie : Martin Rinfret

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6 - Courriel : info@gazettemauricie.com
Tél.: 819 841-4135

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Les Trois sœurs, un centre de femmes inclusif

Passé sous le radar cette année, le projet du centre de femmes interculturel Les Trois sœurs à Trois-Rivières est un bon exemple de ce que peuvent accomplir des femmes de tous âges, toutes conditions et toutes origines qui s'unissent pour se doter de services à leur image.

VALÉRIE DELAGE

L'idée des Trois sœurs a germé à la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM) en 2015. Une dizaine de participantes, réunies en comité sur le thème du rapprochement des cultures, ont rapidement constaté que les services offerts en Mauricie n'étaient pas vraiment adaptés à la réalité des femmes autochtones et immigrantes, particulièrement en ce qui a trait à la violence et au racisme. D'où la nécessité de créer cet organisme. Et son nom, d'où vient-il ?

Dans la culture autochtone, le principe des « trois sœurs » consiste à cultiver ensemble trois plantes — la courge, le maïs et le haricot — qui s'entraident pour pousser. Elvire Toffa Juteau, présidente et fondatrice du Regroupement des Amazones d'Afrique et du Monde (RAAM), explique que « pour certaines questions les Africaines deviennent un pont entre les Québécoises et les Autochtones, alors que pour d'autres aspects les Québécoises font le lien entre elles et nous. Nos rôles culturels sont complémentaires ».

Joanne Blais, directrice de la TCMFM, explique que l'organisme Les Trois sœurs « adoptera une approche interculturelle et intersectionnelle », c'est-à-dire qui tiendra compte des différentes formes de domination ou de discrimination vécues par les femmes. En effet, actuellement, les intervenantes des centres d'hébergement pour femmes en Mauricie n'ont pas les outils et les ressources pour répondre aux besoins particuliers des immigrantes et des Autochtones. « Mais ce n'est pas la faute des intervenantes, c'est que culturellement il y a un abîme. L'accueil est différent », souligne Elvire Toffa Juteau. « C'est la même chose pour les femmes des Premières Nations », ajoute Valérie Jubainville, coordonnatrice du Point de service pour les Autochtones à Trois-Rivières.

Or, les intervenantes qui travailleront au centre de femmes Les Trois sœurs auront nécessairement reçu des formations sur cette approche intersectionnelle, qui englobera le racisme, le colonialisme, le sexisme, etc. « Du fait qu'il y aura une ouverture pour les méthodes de guérison traditionnelles et les cercles de partage, et qu'une ressource autochtone sera sur

place, je suis convaincue que [les femmes autochtones] vont y aller », affirme Valérie Jubainville. Le centre Les Trois sœurs pourrait également constituer un lieu de référence auprès de tous les organismes qui travaillent à soutenir les femmes issues de la diversité culturelle car ceux-ci ne savent pas toujours vers qui se tourner pour bien les accompagner dans des démarches souvent complexes et longues.

Ce centre serait également un lieu d'information et de formation qui servirait d'incubateur de vie sociale. Selon Elvire Toffa Juteau, « les femmes immigrantes ne veulent pas recevoir l'aumône, elles voudraient que ce qu'elles savent faire les nourrisse. C'est ce que le RAAM essaie déjà de mettre en valeur : l'autonomie et les compétences. On aimerait que Les Trois sœurs aille vraiment dans ce sens-là, car la source première de la violence, c'est la dépendance économique ». « On veut travailler sur la quête de sens de la personne », renchérit Valérie Jubainville.

Elle ajoute que « le partage des façons de faire entre différentes cultures favorise le vivre ensemble que l'on souhaite ». « Peut-être que nos actions aideront à changer

un jour le visage de Trois-Rivières », lance Joanne Blais. Et, comme le conclut si joyeusement Elvire Toffa Juteau, « on rêve du jour où Trois-Rivières deviendra les Trois sœurs ! ».



CRÉDITS : JEAN-LUC OSSWALD, ARTISTE-PEINTRE

Dans la culture autochtone, le principe des « trois sœurs » consiste à cultiver ensemble trois plantes — la courge, le maïs et le haricot — qui s'entraident pour pousser. Cette symbiose tripartite a inspiré le nom d'un futur centre de femmes mauricien adoptant une approche inclusive pour les femmes québécoises, immigrantes et autochtones.

HISTOIRE

Les 50 ans du *Vive le Québec libre* !

Au-delà des commémorations qui ont eu lieu en 2017, le troisième et dernier passage du général Charles de Gaulle (1890-1970) en terre québécoise a été occulté. Revenons brièvement sur cet événement qui aura placé le Québec sur la carte géopolitique du monde.

JEAN-FRANÇOIS VEILLEUX

Le lundi 24 juillet 1967, le général quitte Québec en direction de Montréal en s'arrêtant dans chacun des comtés qu'il doit traverser, soit à Donnacona, à Sainte-Anne-de-la-Pérade, au sanctuaire Notre-Dame-du-Cap-de-la-Madeleine, à Trois-Rivières, à Louiseville, à Berthierville puis à Repentigny. Selon les journaux de l'époque, on estime à près de 100 000 le nombre de personnes venues

l'accueillir et le saluer sur la rive nord du Saint-Laurent. D'autres sources parlent même d'un million de personnes !

Pour cette occasion spéciale, à l'initiative du premier ministre du Québec, Daniel Johnson, le gouvernement québécois investit un million de dollars (en valeur de 1967) pour pavoiser le « chemin du Roy » de drapeaux tricolores (bleu-blanc-rouge) et de fleurdelisés. On parle alors d'au moins 200 000 dra-

peaux dont 50 000 déployés seulement à Trois-Rivières.

C'est d'ailleurs à Trois-Rivières qu'il fait son arrêt le plus long, car il est attendu pour dîner au Séminaire Saint-Joseph où il a aussi la possibilité de faire une sieste. Trois-Rivières, qui compte alors quelque 60 000 habitants, était la principale étape entre Québec et Montréal.

Après cinquante minutes de retard sur le protocole prévu, soit vers 12 h 50, le général arrive par le pont Duplessis escorté de plusieurs policiers à moto-cyclette, de quatre autobus et d'une cinquantaine d'automobiles mises à la disposition des journalistes. Malgré la pluie, entre 5 000 et 10 000 Trifluviens l'attendent pour avoir l'unique chance de l'apercevoir.

Devant le Séminaire Saint-Joseph, il défend l'affranchissement du Québec comme peuple libre, maître de sa destinée. Il semble que tous les journalistes présents aient été unanimes à reconnaître que le général a été accueilli triomphalement par la population. La foule compacte venue entendre le président français est en liesse et entonne successivement les hymnes nationaux *La Marseillaise* et *Ô*

Canada. Plus qu'à l'étranger, c'est ici, en sol québécois, qu'on lui aurait manifesté la plus grande acclamation. Avant de repartir, Charles de Gaulle signera le livre d'or du Séminaire de Trois-Rivières ainsi que celui de la cité de Lavolette.

Toutefois, c'est à Montréal, sur le balcon de l'hôtel de ville, que le général a fait son discours le plus célèbre devant près de 100 000 personnes rassemblées. Ses paroles enflamment les esprits, surtout lorsqu'il termine par « Vive le Québec libre ! ».

De nos jours, à Trois-Rivières, contrairement à la majorité des autres villes traversées par l'illustre invité, aucune plaque ni rue ni espace public ne commémore cette grande visite. Une lettre publiée le 15 mars 2017 dans *Le Nouvelliste* déplorait justement cette situation. Pourtant, en 1997, à l'occasion du trentième anniversaire de l'événement, le ministre péquiste Rémy Trudel avait remis à chacune des villes étapes du parcours du président une plaque commémorative... Mais où est-elle ?!

***SOURCES DISPONIBLES AU www.gazettemauricie.com**



Le général Charles de Gaulle lors de son passage à Trois-Rivières le 24 juillet 1967. Il est accompagné du premier ministre de l'époque, Daniel Johnson.

CRÉDITS : JEAN-LUC DION

C'est partie remise pour le revenu minimum garanti



Le Comité d'experts sur le revenu minimum garanti (RMG), qui a déposé son rapport au ministre François Blais le 14 novembre dernier, rejette l'idée d'une telle rémunération de base et ne propose aucun moyen pour enrayer de manière notable la pauvreté. On est en droit de se demander si le Comité a bien compris son mandat, qui consistait à se pencher sur « de nouvelles approches pour lutter plus efficacement contre la pauvreté, réduire les inégalités sociales, favoriser l'inclusion sociale et tendre vers l'instauration d'un revenu minimum garanti ».

ALAIN DUMAS

En écartant l'option du RMG, le Comité d'experts soutient que les mesures sociales actuelles rejoignent la définition qu'il a retenue d'un revenu minimum garanti, même si l'aide sociale est attribuée suivant certaines conditions. C'est pourquoi le Comité propose d'augmen-

ter légèrement l'aide sociale et de miser sur les mesures incitatives au travail.

Or, un revenu minimum garanti n'est pas conditionnel. Il s'agit de verser à tous les citoyens un revenu au moins égal au seuil de pauvreté afin que tous puissent assurer leurs besoins de base. Le RMG n'est donc pas retiré ou réduit lorsque les revenus gagnés croissent. C'est le système d'impôt qui établit les montants devant être retournés à l'État par rapport à tous les gains obtenus.

Néanmoins, le comité recommande d'augmenter l'aide sociale pour une personne seule de 9192 \$ à 9467 \$ par an, soit une hausse de 1,30 \$ par jour. D'après la Mesure du panier de consommation (MPC), cette hausse porterait le montant d'aide à seulement 55 % du seuil de pauvreté. Cette augmentation est d'autant plus ridicule que la MPC représente le strict minimum d'un « niveau

de vie de base » selon Statistique Canada. Même à 100 % de la MPC, les 17 214 \$ seraient insuffisants pour sortir une personne de la pauvreté. Par ailleurs, l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) évalue le seuil de revenu viable d'une personne seule à Trois-Rivières à 22 474 \$.

L'ÉCHEC DU SYSTÈME ACTUEL

La capacité du système actuel de la sécurité sociale de diminuer la pauvreté constitue un échec parce qu'il considère cette situation de précarité financière comme une affaire individuelle, et non comme la conséquence d'une accentuation des inégalités extrêmes. D'ailleurs, ce système prive des personnes de mesures d'aide « à cause de leur complexité » et « de la rigidité du système », comme le souligne le Comité dans son Rapport sommaire (p. 10), ce qui ébranle le préjugé qui stigmatise les assistés sociaux comme une gang de profiteurs.

Alors, si le Comité privilégie les mesures d'incitation au travail, on aimerait savoir pourquoi cette approche maintient toujours des dizaines de milliers de personnes dans la pauvreté et hors du marché du travail.

On se serait attendu à ce que le Comité propose au moins une expérimentation, comme celle que font l'Ontario et la Finlande en ce moment. Mais le Comité s'en est tenu à une analyse théorique qui conclut que le RMG n'encourage pas les gens à travailler.

Pourtant, l'expérience du Manitoba dans les années 1970 a démontré que le RMG n'avait pas eu cet effet néfaste : il a plutôt incité des jeunes à consacrer plus de temps à leurs études et à les réussir, et a aidé des mères à mettre plus d'heures à l'éducation de leurs enfants, ce qui a favorisé la propension de ceux-ci à faire des études plus longues. 📺



CRÉDITS : LES ÉDITIONS DU BORÉAL

En 2001, François Blais, actuel ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, publiait un livre dans lequel il proposait l'instauration d'une allocation universelle pour tous. Le 14 novembre dernier, celui-ci acceptait difficilement les conclusions du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti.

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com

CAP SUR L'INNOVATION SOCIALE

La Gazette de la Mauricie, en collaboration avec le Pôle d'économie sociale Mauricie et la Caisse d'économie solidaire Desjardins, vous présente la série Cap sur l'innovation sociale. Dans chacune de nos parutions d'ici juin 2018, nous mettrons en lumière un projet ou une initiative entrepreneuriale qui répond de façon originale à un besoin de notre collectivité. Voici le troisième de cette série de neuf articles qui accompagnent les capsules vidéo diffusées sur notre site gazettemauricie.com.



Prendre son envol

Quand Patrick nous fait visiter son appartement, il est visiblement fier des efforts investis avant notre arrivée pour rendre les lieux propres et accueillants. À le voir et à l'écouter répondre à nos questions, on en vient rapidement à comprendre toute la signification du nom du lieu où il habite : Premier Envol. En effet, c'est là que Patrick déploie ses ailes.

STEVEN ROY CULLEN

Premier Envol est un organisme à but non lucratif de Louiseville qui gère un immeuble à logements entièrement réservé aux personnes atteintes d'une déficience intellectuelle légère à moyenne ou d'un trouble du spectre de l'autisme. Pour ces individus, la vie en appartement peut présenter de nombreux défis et un accompagnement s'avère souvent nécessaire.

« Nous sommes là pour leur apprendre à faire la liste d'épicerie, l'achat des aliments, le budget, le ménage et tout ce que comporte la vie en appartement, nous explique Marybel Bergeron, directrice de l'organisme. Nous sommes un tremplin. Notre but est de voir nos locataires quitter Premier Envol pour vivre dans des appartements non supervisés. »

DIX ANS À CHANGER DES VIES

Premier Envol est né il y a dix ans grâce au dévouement d'une maman souhaitant aider sa fille en quête d'autonomie. Cette dernière avait vu sa sœur partir en ap-



Cléome est intervenante chez Premier Envol à Louiseville.

partement et espérait pouvoir suivre ses traces. Malheureusement, aucun endroit ne pouvait l'accueillir de manière transitoire pour lui apprendre progressivement à vivre seule. Sa mère a donc travaillé d'arrache-pied pendant six ans pour que Premier Envol puisse voir le jour.

UN HÉBERGEMENT TRANSITOIRE

La caractéristique de la transition distingue Premier Envol des autres milieux

pouvant accueillir des personnes atteintes d'une déficience intellectuelle légère à moyenne ou d'un trouble du spectre de l'autisme. « On n'a aucun appartement qui est permanent. Si nos bénéficiaires décident que ce n'est plus leur projet de vie, qu'ils ne veulent plus vivre en appartement, on s'assoie avec eux et on regarde les options, parce qu'ils ne peuvent pas rester ici indéfiniment », indique madame Bergeron.

ET LES DIX PROCHAINES ANNÉES ?

Que pouvons-nous souhaiter à Premier Envol pour les dix prochaines années ? Certainement la concrétisation et la réussite de tous les projets de l'organisme, car sa directrice en hérite plusieurs.

« On aimerait ça agir à l'externe. Quand nos locataires vont vivre dans des appartements non supervisés, on aimerait pouvoir les suivre de manière plus intensive pendant quelques mois. On voudrait aussi mettre sur pied un autre Premier Envol et élargir notre mandat à d'autres clientèles, comme on l'a fait récemment pour les personnes affligées de troubles du spectre de l'autisme. Enfin, on aimerait ça accueillir des couples. »

En constatant toute l'énergie qu'insuffle Marybel Bergeron chez Premier Envol, on peut penser que ces projets ne devraient pas tarder beaucoup à voir le jour.

***DÉCOUVREZ LA VERSION PLUS LONGUE ET LA VIDÉO EN LIGNE**
gazettemauricie.com

HYDROCARBURES

Nouvelle réglementation à surveiller

Afin de mieux encadrer la filière des hydrocarbures, quatre projets de règlements relatifs à l’exploration et à l’exploitation sont présentement à l’étude au ministère de l’Énergie et des Ressources naturelles (MERN). La société civile a jusqu’au 9 décembre 2017 pour commenter cette nouvelle réglementation qui autoriserait les forages à proximité de secteurs habités ou protégés.

THIERRY A. LALIBERTÉ

CONSEIL RÉGIONAL DE
L’ENVIRONNEMENT MAURICIE

Le 10 décembre 2016, la Loi sur les hydrocarbures était adoptée en pleine nuit sous bâillon, provoquant l’ire des partis d’opposition. Pour en préciser les modalités, le MERN a récemment publié quatre projets de règlement. Il est notamment question d’imposer une distance séparatrice minimale de 175 mètres entre une zone résidentielle et un forage, allant jusqu’à 150 mètres dans le cas d’une résidence isolée et à 40 mètres de la voie navigable du fleuve Saint-Laurent. La porte est également ouverte à des opérations de fracturation hydraulique. Ces éléments, les plus controversés, ont rapidement été rapportés dans les médias.

TRANSITION VERTE : MESSAGES
CONTRADICTOIRES

Dans un contexte où le Québec s’est doté en 2016 d’une politique énergétique visant une transition vers les énergies vertes et où le Canada a ratifié l’Accord de Paris visant un objectif similaire, plusieurs se demandent pourquoi continuer à promouvoir le développement de la filière des hydrocarbures. Le 28 octobre

dernier, le ministre du MERN, Pierre Moreau, réitérait l’importance pour le Québec d’exploiter ses hydrocarbures, notamment dans l’objectif de financer un virage vers les énergies renouvelables et un plus grand recours au gaz naturel. Il est permis de se demander si le développement de cette filière peut aller de pair avec la transition énergétique prônée par Québec.

Tout en promouvant la nécessité de développer ce secteur d’activité, le ministre Moreau soutenait, le 30 octobre dernier, lors d’une allocution devant les membres de l’Association pétrolière et gazière du Québec (APGQ), que l’acceptabilité sociale est une condition essentielle à tout projet. Il a alors tempéré l’effet des projets de règlement, affirmant que le gouvernement n’irait pas jusqu’à autoriser « l’exploration ou l’exploitation dans les cours d’eau, les parcs nationaux, près des garderies, des cours d’école ou au cœur des zones urbaines ».

LE MILIEU PRÉOCCUPÉ

Pour le Regroupement vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ), « les défis climatiques exigent le passage immédiat à l’économie d’énergie, à l’énergie

passive et aux énergies renouvelables ». On craint aussi des conséquences sur la qualité de vie des citoyens et sur la qualité de l’eau potable, « que nous sommes tellement chanceux d’avoir », soulignait l’ancienne mairesse de Batiscan, Sonya Auclair. Cette municipalité fait d’ailleurs partie d’un regroupement de municipalités opposées au développement local de la filière des hydrocarbures.

Ces préoccupations étaient au cœur de la décision des élus et élus de la Ville de Trois-Rivières qui se sont opposés, par voie de résolution, au projet d’oléoduc Énergie Est, le 5 octobre dernier, à l’instar de l’Union des municipalités du Québec (UMQ) et de la Fédération québécoise des municipalités (FQM). Les risques sur la qualité de l’eau potable et sur les milieux humides sont évoqués dans la résolution adoptée. On mentionne aussi que « les nouveaux projets de pipelines devraient être étudiés par des instances réglementaires crédibles et adaptées aux réalités environnementales et d’acceptabilité sociale actuelle », ce qui n’était pas l’approche adoptée à l’égard d’Énergie Est.

La question de l’acceptabilité sociale n’est donc pas réglée et pourrait faire achop-

per d’éventuels projets liés aux énergies fossiles. Chose certaine, il reste nécessaire de baliser la Loi sur les hydrocarbures pour éviter que ce secteur ne devienne un véritable far-west.



CREDITS : PIXABAY

Le 10 décembre 2016, la Loi sur les hydrocarbures était adoptée en pleine nuit sous bâillon, provoquant l’ire des partis d’opposition. Pour en préciser les modalités, le MERN a récemment publié quatre projets de règlement.

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com

MA

Voix citoyenne

L'ENGAGEMENT
DES TRIFLUVIENS
VOUS INSPIRE
UNE ÉMISSION TÉLÉ ?

Proposez-nous un projet!

Tous les détails : MATV.CA/MON-PROJET

MA tv

L'ESPACE CITOYEN DE VIDÉOTRON

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 5

LES SUGGESTIONS DE NOS LIBRAIRES

AUDREY MARTEL, COPROPRIÉTAIRE ET LIBRAIRE À LA LIBRAIRIE L'EXÈDRE



LE MONDE EST À TOI
Martine Delvaux, Héliotrope
Le monde est à toi est un essai très personnel sur la transmission du féminisme, la maternité et la relation mère-fille. Il s'agit à la fois d'un guide et d'un témoignage, rempli d'amour et d'émotions signé par la professeure Martine Delvaux. Ses propres réflexions côtoient celles d'autres féministes, telles Virginia Wolf et Bell Hook. Elle y aborde les thèmes de la maternité bien sûr, mais également ceux du militantisme et de la création. Le tout est rédigé sous forme de lettre d'amour adressée à sa fille adolescente. C'est touchant et inspirant !



LE MEILLEUR A ÉTÉ DÉCOUVERT LOIN D'ICI
Mélodie Vachon Boucher, Mécanique générale
Mélodie Vachon Boucher nous offre ici un roman graphique intimiste et touchant. Alors qu'elle se retire dans un monastère pour écrire un livre, l'auteure se plonge dans ses souvenirs - une rupture, un voyage à Berlin, le décès de ses proches - et sonde son rapport au deuil. Les illustrations douces et justes dictent le ton du livre et l'on envie le silence monacal qu'a connu l'auteure. Un très beau roman graphique !



HISTOIRE DU SOIR POUR FILLES REBELLE
Guy Saint-Jean éditeur
Histoire du soir pour filles rebelles est un recueil de courtes histoires biographiques présentant des portraits de femmes qui ont marqué l'histoire à leur façon. On y retrouve des auteures, des scientifiques, des sportives, des politiciennes et bien plus. Bref, des femmes inspirantes qui font un pied de nez aux princesses auxquelles la littérature jeunesse nous a trop souvent habitués. Les deux créatrices derrière cet ouvrage croient qu'il est primordial d'offrir aux enfants des modèles féminins forts, qui ne rêvent pas que de trouver le prince charmant. Un livre qui donne envie de rêver grand !



LIBRAIRIE

L'Exèdre, librairie
910, boul. St-Maurice
Trois-Rivières
Tél. : 373-0202
www.exedre.ca

Cet hiver pour une sortie familiale mémorable...

Venez vous amuser à Plein Air Ville-Joie!

- Location de salles et de chalets pour vos événements
- Classe blanche
- Service d'animation
- Piste d'hébertisme
- Paraski sur le Lac St-Pierre
- Sentier en forêt
- Location de raquettes
- Patinoire
- Glissade
- Et bien plus!

Un milieu naturel extraordinaire!

OUVERT À L'ANNÉE

info@ville-joie.com
www.ville-joie.com
819 377-3987

Seulement **1\$** / carte.

Jusqu'à **1250\$** à gagner!

10-3-1

En ondes tous les samedis dès 13h

Cartes en vente auprès de tous les dépanneurs ou supermarchés de la région.

BONNE CHANCE!

Nous unissons nos voix pour souhaiter à toutes les lectrices et à tous les lecteurs de La Gazette de la Mauricie de joyeuses Fêtes et une année 2018 remplie de joie, de bonheur et de solidarité!

Pierre Michel Auger
Député de Champlain
Président de la Commission des institutions

Pierre Giguère
Député de St-Maurice
Adjoint parlementaire au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Président de séance

Julie Boulet
Députée de Lavoielette
Ministre du Tourisme
Ministre responsable de la région de la Mauricie

Jean-Denis Girard
Député de Trois-Rivières
Vice-président de la Commission de l'administration publique

Marc H. Plante
Député de Maskinongé
Adjoint parlementaire au premier ministre pour les régions

ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

Mobiliser la langue, entretien avec David Goudreault



Le 23 octobre dernier, à la librairie Poirier, l’auteur trifluvien David Goudreault se voyait remettre le prix de poésie Lèvres Urbaines 2017, qui souligne son engagement à l’égard de la poésie et de son rayonnement.

LUC DRAPEAU

Si j’avais eu, pour ma part, le plaisir de l’entendre quelques années plus tôt comme slameur, je ne sais plus trop comment le présenter maintenant (travailleur social, poète, écrivain, alouette !...) tellement il excelle dans la construction de chacun des pavés qu’il ne craint pas de lancer dans nos mares communes à titre de chroniqueur, objeteur de conscience, père de famille et citoyen.

Selon ses dires, tous ces titres unifient l’homme qu’il a été, qu’il est, et qu’il devient : « J’ai l’impression que tout communique ensemble. Des gens vont s’intéresser à ce que je fais en poésie parce qu’ils m’ont découvert dans mes romans; d’autres m’ont vu sur scène et vont s’intéresser à ma production littéraire. J’ai l’impression encore une fois que tout se nourrit, mais que je suis d’abord un écrivain. »

ARTISTE ET TRAVAILLEUR SOCIAL INDÉPENDANT

David Goudreault affirme que, tant comme artiste que comme travailleur social, qu’il demeure à sa manière, la question primordiale consiste à savoir si l’on devient un agent de changement social ou un agent de contrôle social : « On a la capacité de faire des changements dans notre façon de vivre ensemble dans le tissu social, mais on peut aussi tomber dans des choses qui servent une stabilité malsaine ou des grands pouvoirs. » On ne s’étonnera donc pas de l’engagement de David, qui continue à visiter des écoles et des centres de détention, à donner des ateliers où il tente de convaincre différents groupes du pouvoir des mots et des actions qu’ils sont appelés à mener.

« MAÎTRES CHEZ NOUS ET MAÎTRES DE NOS MOTS »

Le poète est convaincu que nous avons deux richesses nationales au Québec : l’hydroélectricité et la poésie. Si le slogan de Jean Lesage, Maîtres chez nous, résonne encore dans notre conscience collective parce qu’il est encore cité dans nos écoles, David Goudreault déplore que nos poètes n’aient pas la place qui leur est due dans ces établissements: « La poésie au Québec est très effervescente. Elle n’est pourtant présente ni dans les médias ni dans les écoles. »

SLAM/POÉSIE

Si le slam a su gagner des adeptes au cours des années, l’émergence de cette forme plutôt libre a aussi froissé des susceptibilités : « Je crois que c’est très humain d’avoir besoin de mettre les gens dans des cases et de préférer qu’ils y restent. Je comprends que ça en ait



CRÉDITS : PERMISSION DE DAVID Goudreault

David Goudreault s’est vu décerné le prix de poésie Lèvres Urbaines des Écrits des Forges pour son engagement à l’égard de la poésie. Il s’est entretenu avec notre journaliste Luc Drapeau.

dérangé au début, mais ça fait plus de dix ans. Les préjugés sont de moins en moins ressentis entre la poésie et le slam. »

POÉTIQUE/POLITIQUE

Une chose en amenant une autre, nous nous mettons à parler de la victoire de Dany Carpentier (le slameur Naïd) au poste de conseiller lors des dernières élections municipales : « C’est un gars de conviction. Je suis très fier. C’est l’exemple même du poétique qui a nourri le politique. »

« Et toi, pourrais-tu avoir de l’intérêt pour la politique ? » lui ai-je demandé. « Un jour lointain », m’a-t-il répondu. Quand on lit des vers comme ceux qu’on trouve dans son dernier ouvrage, Testament de naissance, paru aux Écrits des Forges, on présume de la direction de ses allégeances : « J’aurais désiré te voir naître en pays déjà né / mais notre histoire est plate comme la terre / Et ton passeport est canadien. »

David Goudreault s’y révèle assurément progressiste et souverainiste. « Assumé jusqu’à la moelle. N’hésite pas à l’écrire, me souffle-il, ça me garde mobilisé. » Comme l’énonçait Sandra Dessureault, présidente de la Société Saint-Jean-Baptiste, en soulignant l’engagement de David Goudreault lors de la remise du prix Lèvres Urbaines, « ce sont des gens comme toi qui font la richesse de notre pays ».

POUR LE TEXTE INTÉGRAL ET UN PEU PLUS :
au www.gazettemauricie.com



Activités familiales du temps des Fêtes!



MUSÉE BORÉALIS, CENTRE D'HISTOIRE DE L'INDUSTRIE PAPETIÈRE
200, avenue des Draveurs

La fabrique de jouets
- Atelier

DATES 9 • 10 • 16 • 17 décembre
HEURE 10 h à 16 h
COÛT 14 \$ + taxes par jouet (accès au musée inclus) par participant • 7 \$ + taxes (accès au musée inclus) par accompagnateur.
Réservation conseillée : 819 372-4633

MAISON DE LA CULTURE DE TROIS-RIVIÈRES, SALLE ANAÏS-ALLARD-ROUSSEAU
1425, place de L'Hôtel-de-Ville

Alice au pays des merveilles
- théâtre et bricolage

DATE 17 décembre
HEURE bricolage 14 h • spectacle 15 h
COÛT 9 \$ par personne. Taxes et frais de service inclus. (Places pour le bricolage limitées).
enspectacle.ca

CENTRE D'EXPOSITION RAYMOND-LASNIER
1425, place de L'Hôtel-de-Ville

Lapincyclope - activité

DATES 17 décembre et 21 janvier
HEURE 10 h à 11 h 30
Réservation obligatoire au 819 372-4611

SALLE J.-ANTONIO-THOMPSON
374, rue des Forges

Nicolas Noël
- Variétés jeunesse

DATE 30 décembre
HEURE 15 h
COÛT 23,01 \$ par personne. Taxes et frais de service inclus.
enspectacle.ca

3 À 7 ANS

Les créatures fantastiques de Noël
- conte de marionnette et bricolage

DATES 9 et 10 décembre
HEURE 10 h et 13 h 30
Réservation obligatoire au 819 372-4611

4 À 10 ANS

GRATUIT!

**V3R.NET**

CULTUR3R
CULTURE TROIS-RIVIÈRES





LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 7



LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société

AFFICHEZ CES PAGES
La compréhension, c'est contagieux!



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

UNE LONGUE HISTOIRE DE VIOLATIONS DU DROIT INTERNATIONAL

Le conflit israélo-palestinien ne date pas d'hier. L'année 2017 est une année de nombreuses commémorations : les 100 ans de la Déclaration Balfour, les 70 ans du plan de partage de la Palestine voté par l'ONU, les 60 ans de la guerre des 6 jours, qui marqua le début de l'occupation israélienne, ou encore les 10 ans du blocus de Gaza. La longévité de ce conflit, l'un des plus vieux à l'heure actuelle, est basée sur une violation constante du droit international par Israël, tandis que la communauté internationale ferme les yeux.

GAZA, une prison à ciel ouvert

Avec ses 5500 habitants/ km², Gaza est l'un des territoires les plus denses au monde. Et il n'est pas facile d'en sortir : le territoire comprend des points de passage limités avec Israël, qui autorise la sortie de personnes seulement lors de « cas humanitaires exceptionnels ». Gaza est également relié à l'Égypte mais ces points de passage n'ouvrent que de façon sporadique. Autant dire que les sorties du territoire gazaoui se font au compte-goutte !

« **Tout homme a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un état.** »

Article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et des Citoyens du 10 Décembre 1948



Un accès à l'eau limité

En moyenne, on estime qu'un.e Israélien.ne dispose de trois à quatre fois plus d'eau qu'un.e Palestinien.ne. Un colon israélien dispose de 300 litres d'eau, tandis qu'un Palestinien entre 80 et 120. L'Organisation mondiale de la santé recommande un minimum de 100 litres d'eau par jour et par personne pour vivre décemment.

« **Le droit à l'eau potable et à l'assainissement est un droit de l'homme, essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les droits de l'homme.** »

Résolution A/RES/64/292 de l'Assemblée générale des Nations unies (2010)



1946
Population :
1 850 000
habitant.e.s



SOURCE: WIKIMÉDIA COMMONS



AUJOURD'HUI
Population :
4,9 millions
de Palestinien.ne.s

Le droit au retour, un rêve inatteignable?

On compte aujourd'hui 6 millions de réfugié.e.s palestinien.ne.s., situé.e.s principalement en Jordanie (plus de 2 millions), dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et dans les pays voisins (Liban, Syrie). Israël interdit à ces populations déplacées de retourner sur leurs anciennes propriétés, violant le droit au retour, bien ancré dans le droit international.

« **Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.** »

Article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et des Citoyens du 10 Décembre 1948

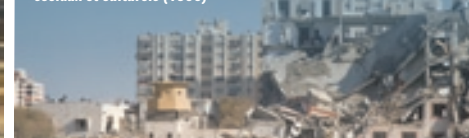


Les maisons palestiniennes détruites

50 000, ce serait le nombre de domiciles palestiniens détruits en Cisjordanie et à Gaza depuis 1967. Des foyers que des familles habitaient depuis des générations détruits en un clin d'œil.

« **Le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris (...) un logement suffisant.** »

Article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966)



FRISE CHRONOLOGIQUE

2017 – l'année de nombreuses tristes commémorations

1917



La déclaration Balfour, dans laquelle le Royaume-Uni promettait unilatéralement l'établissement en Palestine d'un foyer national juif.

1947



Plan de partage de la Palestine voté par l'ONU.

1967



La guerre des 6 jours, qui marquera le début de l'occupation israélienne et l'annexion de Jérusalem-Est

2007



Début du blocus israélien contre Gaza. Ce blocus est toujours de vigueur.



POUR AGIR ET S'INFORMER

Soutenez
BDS-Québec



www.bdsquebec.ca

LE CHIFFRE DU MOIS

85%

c'est le territoire de la Palestine historique désormais sous contrôle israélien.

Consulter nos « Grands enjeux » en visitant la section « Publications » de notre site Internet

www.cs3r.org



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT?

Aidez-nous à
CHANGER LE MONDE

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Apartheid néolibéral

Cet article résume des passages du récent livre de Andy Clarno, *Neoliberal Apartheid : Palestine/Israel and South Africa after 1994*, qui analyse l’apartheid dont est victime le peuple palestinien sous l’angle du néolibéralisme, en rappelant la dimension raciste et coloniale du capitalisme industriel.

CLAUDE LACAILLE
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

Suite à la première intifada dans les territoires occupés en 1987 et la violente répression de l’armée, les gens d’affaires israéliens promurent un processus de paix avec les Palestiniens et la restructuration néolibérale de l’économie en crise. C’est ainsi que Yasser Arafat put rentrer d’exil et assumer la direction de l’Autorité palestinienne. Le 13 septembre 1993, à Washington, Arafat et Rabin lançaient les accords d’Oslo en présence de Bill Clinton. Ce qui apparut comme une source d’espoir pour le peuple palestinien s’est révélé un piège redoutable.

La Cisjordanie fut fragmentée; les zones A et B, moins de 40% du territoire, furent placées sous l’Autorité palestinienne alors que la zone C, qui en couvrait 60%, restait sous l’entière juridiction d’Israël. L’armée se retira des villes, entoura celles-ci de check points et d’enceintes pour contrôler les mouvements des Palestiniens. Autant en Cisjordanie que dans la bande de Gaza, les populations furent soumises au régime militaire. Israël concentra les Palestiniens dans les zones A et B pendant qu’il colonisait la zone C en confisquant des terres, en démolissant des maisons et en construisant des colonies juives. Les quelque 130 colonies implantées à ce jour comptent un demi-million de colons juifs.

Pour relier ces colonies au territoire israélien, on construisit tout un réseau de

routes de contournement interdites aux Palestiniens et l’on dressa un mur élevé de séparation sur 700 kilomètres, absorbant des colonies, accaparant les puits et grugeant les terres agricoles. La bande de Gaza fut complètement bouclée et isolée : plus d’un million et demi de personnes, sur un territoire exigu, survit dans une grande prison à ciel ouvert. L’apartheid est aujourd’hui total.

Depuis les accords d’Oslo, l’économie israélienne s’est lancée en haute technologie dans les secteurs de la défense, de l’informatique, des technologies médicales et produits pharmaceutiques. La demande en main-d’œuvre non spécialisée en agriculture se trouvant réduite à 2% du PIB, Israël pouvait se passer du travail des Palestiniens. L’Autorité palestinienne s’est alors vue contrainte à créer des programmes d’emplois publics pour absorber le chômage et calmer les frustrations. Les écoles et les hôpitaux, financés par les pays donateurs d’Europe, d’Amérique du Nord et du Moyen-Orient permirent de créer des emplois. Autrement, les deux sources de travail disponibles pour les Palestiniens de la Cisjordanie restent la construction des implantations de colons juifs sur les terres volées et l’engagement dans les forces de sécurité de l’Autorité palestinienne qui aident Israël à supprimer la résistance à l’occupation!

Lors de la deuxième intifada entre 2000 et 2005, la résistance se militarisa. L’armée israélienne envahit alors les villes, démolit les camps de réfugiés, assassina les leaders, emprisonna par milliers les militants et patrouilla systématiquement les villes et les camps de réfugiés dans les territoires occupés. Israël se montre déterminé à coloniser tous les territoires occupés.



Autant en Cisjordanie que dans la bande de Gaza, les populations furent soumises au régime militaire. Israël concentra les Palestiniens dans les zones A et B pendant qu’il colonisait la zone C en confisquant des terres.

Le virage néolibéral en Israël a rendu la survie des Palestiniens de plus en plus précaire et exposée quotidiennement à une intense violence. C’est pourquoi de nombreuses organisations de partout dans le monde appellent à combattre

cet apartheid par un boycott mondial de l’économie israélienne. Un tel boycott s’est avéré très efficace lorsqu’il s’est agi de mettre fin au régime d’apartheid sud-africain dans les années 90. 🇺🇳

POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS
Comité de solidarité/Trois-Rivières
819 373-2598 - www.cs3r.org
www.in-terre-actif.com



GÉOGRAPHIE 101

Les Casques bleus des Nations unies

Le gouvernement de Justin Trudeau vient de l’annoncer à la mi-novembre : le Canada va mettre à disposition des missions de maintien de la paix de l’Organisation des Nations unies (ONU) 200 militaires, ainsi que du matériel et de la formation militaires. Pour l’heure, les destinations des Casques bleus canadiens sont encore indéterminées.



15 missions d’opérations de maintien de la paix sont en cours dans le monde.

SOURCE : [HTTP://WWW.UN.ORG/FR/PEACEKEEPING/OPERATIONS/CURRENT.SHTML](http://www.un.org/fr/peacekeeping/operations/current.shtml)

Alors que le gouvernement canadien semble vouloir mettre un point d’honneur à rétablir le leadership du pays sur la scène internationale, et malgré cette annonce, le Canada a rarement aussi peu contribué aux missions onusiennes pour la paix. Pourtant, il fut un temps où le Canada se hissait en tête des contributeurs. D’ailleurs, le « père » des Casques bleus est canadien : Lester B. Pearson. Son rôle de créateur d’une force de maintien de la paix a été reconnu par l’obtention du Prix Nobel de la paix, qui lui fut remis en 1957.

LES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX	
NOMBRE D’OPÉRATIONS EN COURS :	15 (LIBAN, SOUDAN, GOLAN, DARFOUR, KOSOVO, LIBÉRIA, SAHARA OCCIDENTAL, MALI, CENTRAFRIQUE, SOUDAN DU SUD, HAÏTI, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, MOYEN-ORIENT, CHYPRE, INDE ET PAKISTAN)
NOMBRE DE PAYS CONTRIBUTEURS :	125
SOLDATS, POLICIERS ET CIVILS :	92 506
PARTICIPATION ACTUELLE DU CANADA :	62
RANG DU CANADA :	86
PREMIER PAYS CONTRIBUTEUR :	ÉTHIOPIE (8 409)
COÛT DES OPÉRATIONS :	6,8 MILLIARDS DE DOLLARS (ENVIRON 0,4% DES DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES)

L'année 2017 tirant déjà à sa fin, l'équipe de rédaction de La Gazette de la Mauricie souligne, dans le présent dossier, quelques grandes et petites victoires de l'année 2017. Celles-ci sont passées sous le radar médiatique ou méritent tout simplement d'être revisitées. Bonne lecture!

Un atelier du Pôle Nord à Grand-Mère

Les lutins de l'Atelier des Farfadets à Grand-Mère sont à pied d'œuvre pour égayer le temps des Fêtes de nombreux enfants de la région.

CRÉDITS : DOMINIC BÉLAFRÈRE

Il est rare que nos amis du Sud osent prendre la route du Nord. C'est pourtant à Shawinigan au Centre d'action bénévole (CAB) de Grand-Mère que travaillent sans relâche les bénévoles de l'Atelier des Farfadets depuis plus de vingt ans. De véritables lutins du Père Noël appliqués à préparer la fête de la nativité pour les enfants appauvris.

DIANE LEMAY

Créé en 1995, l'Atelier des Farfadets est un service de récupération actif toute l'année pour regrouper des jouets et des vêtements qui seront offerts aux enfants de milieux défavorisés de notre territoire. En plus du recyclage de jouets, l'objectif est de favoriser le développement physique et psychologique de l'enfant de 0 à 12 ans. Le service d'entraide dessert les secteurs de Grand-Mère, St-Georges-de-Champlain, St-Jean-des-Piles et Lac-à-la-Tortue.

CETTE ANNÉE, L'ATELIER DES FARFADETS EN SÉRA À SA 23^e ÉDITION

L'an passé à pareille date, quarante-cinq bénévoles ont accumulé près de 7580 heures à trier, nettoyer et réparer des jouets ou encore à laver et reprendre des vêtements chauds. Nos joyeux lutins ont pu offrir des jouets à 10 enfants de l'équipe de quartier de Shawinigan, 480 peluches aux Chevaliers de Colomb conseil 1209 de Grand-Mère pour leur fête de la famille à l'été, 30 peluches aux Chevaliers de Colomb conseil 2909 de St-Georges et de nombreux autres cadeaux à 48 familles et 80 enfants inscrits au CAB de Grand-Mère pour Noël.

Les farfadets font aussi le bonheur des enfants tout au long de l'année, des toutous sont remis aux enfants hospitalisés ou qui suivent des traitements médicaux par le personnel infirmier du Centre Laflèche du secteur Grand-Mère. De nombreux travailleurs sociaux du CIUSSS n'hésitent pas à utiliser le service pour procurer un peu de répit aux enfants appauvris.

Dès novembre, les familles à faible revenu sont invitées à inscrire leurs enfants âgés entre 0 et 12 ans afin qu'ils puissent recevoir des jouets et vêtements à Noël. À la mi décembre, la livraison des cadeaux se fait avec fierté par une équipe de pompiers et bénévoles du CAB de Grand-Mère.

Pour mieux faire connaître le service, la directrice du CAB de Grand-Mère, Mme Sylvie Gervais, a poursuivi un de ses rêves, soit celui de créer un conte numérique sur l'Atelier des Farfadets. Ce conte a été réalisé en partenariat avec des élèves de l'école secondaire du Rocher. Il se veut un outil pédagogique et de promotion de l'action bénévole pour les enfants du primaire. Il est disponible sur le site Internet de La Gazette de la Mauricie. **9**

LE TEMPS D'UNE PINTÉ

Maintenant disponibles

===== CANETTES OUVRIÈRES 473 ml =====
===== CANISSES CANNÉES À MAIN 950 ml =====



Passez à la boutique du pub pour d'autres idées cadeaux originales

819 694-4484 | letempsdunepinte.ca | 1465, rue Notre-Dame Centre, Trois-Rivières

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 11

LE SERVICE D'INTÉGRATION AU TRAVAIL MAURICIE

20 ans et un agrandissement



Le Service d'intégration au travail (SIT) Mauricie soufflait officiellement 20 bougies le 30 novembre dernier lors d'un gala réunissant les employés et les partenaires de l'organisation. Afin de souligner cette année festive, l'entreprise d'économie sociale a récemment complété l'agrandissement de son point de service de Trois-Rivières.

AMÉLIE SINGCASTER

Le SIT-Mauricie a pour mission de favoriser l'intégration au travail des personnes ayant des problèmes de santé mentale. Il offre des services de récupération et de recyclage dans le secteur des télécommunications, de sous-traitance dans de multiples secteurs (ex. publi-postage, numérisation, usinage, emballage) et de fabrication de vitraux. Il opère cinq sites répartis sur l'ensemble du territoire mauricien où il emploie annuellement plus de 250 personnes.

Plus de 20 entreprises comptent chaque année sur les services du SIT-Mau-

ricie. Parmi celles-ci figurent Vidéotron et Hydro-Québec qui font confiance à l'organisation pour effectuer les travaux de récupération de leurs résidus électroniques.

Grâce à son agrandissement, le SIT-Mauricie sera en mesure d'augmenter sa capacité de production dans ce secteur tout en assurant un respect des plus hautes normes exigées par l'industrie du recyclage des produits électroniques. Souhaitons que cet agrandissement puisse être garant d'un autre 20 ans à changer la vie de personnes ayant des problèmes de santé mentale. 



CRÉDITS : SIT MAURICIE

Depuis maintenant 20 ans, le Service d'intégration au travail Mauricie emploie des personnes ayant des problèmes de santé mentale en offrant des services aux entreprises tels la récupération des résidus électroniques et l'assemblage en sous-traitance comme sur la présente photo.

Plein Air Ville-Joie, 25 ans à offrir du bonheur

Le 22 novembre dernier, on soulignait les 25 années d'activité de Plein Air Ville-Joie lors d'une réception organisée sur le site enchanteur de la base de plein air en bordure du Lac St-Pierre à Pointe-du-Lac.

STEVEN ROY CULLEN

Plein Air Ville-Joie poursuit la mission des sœurs Dominicaines de la Trinité qui, en 1992, ont été contraintes de revoir la structure de leur colonie de vacances de Pointe-du-Lac. En fait, si on se fie à l'acquisition du site au milieu des années 1940, il faudrait plutôt parler de 70 années d'activité.

En effet, au début des années 1990, le gouvernement du Québec procédait à la création du réseau des centres jeunesse et sonnait le glas des orphelinats gérés par les communautés religieuses. Or, le site de Plein Air Ville-Joie servait à accueillir les enfants orphelins pour des camps estivaux. Ainsi, afin d'assurer la poursuite de la mission sociale, les sœurs Dominicaines de la Trinité ont procédé

à la fondation de l'organisme à but non lucratif.

Depuis ce temps, Plein Air Ville-Joie continue d'offrir des services de camps familiaux pour tous, mais en particulier pour les familles à faible revenu. En 25 ans, on estime à plus de 10 000 le nombre de personnes ayant pu bénéficier de ces camps.

« En plus des camps familiaux, on a des classes nature. Tout le mois de juin, on a des élèves qui viennent profiter des plateaux d'activités sur le site. On a aussi des camps de jour à la fin de l'été et des camps répit », explique M. Philippe Roy, directeur général de Plein Air Ville-Joie.

« Parallèlement, on a l'ensemble de l'offre commerciale de services qui sert à



CRÉDITS : DOMINIC BÉRUBÉ

Le 22 novembre dernier, Philippe Roy, directeur général, sœur Raymonde Dussault, prieure générale des Dominicaines de la Trinité, Liette Lafontaine, membre du conseil d'administration, sœur Diane Robert, Dominicaines de la Trinité et Paul Gentes, président ont célébré en compagnie de 80 invités les 25 années d'existence de Plein Air Ville-Joie.

soutenir la mission sociale. La location des salles, des chalets ainsi que les services de restauration, de bar et d'animation, entre autres, servent à financer les accès des familles à faible revenu », poursuit-il.

Et que nous réserve l'avenir ? « L'an prochain nous allons faire une campagne de financement qui va s'appeler Les amis de Plein Air Ville-Joie. On travaille aussi sur un projet pour rénover l'auberge », indique M. Roy. 



LE TROUDUDIABLE

BROUE PUB ET RESTAURANT
412, AV. WILLOW, SHAWINIGAN / 819 537-9151
TROUDUDIABLE.COM  TROUDUDIABLE

Nouvelle gouvernance municipale à Trois-Rivières?

Assisterons-nous à un changement radical d’approche dans la gouvernance municipale à Trois-Rivières? C’est ce qui semble se dégager à la suite d’une campagne électorale lors de laquelle l’essentiel de l’attention médiatique avait été concentrée sur le duel Jean-François Aubin – Yves Lévesque et leurs visions respectives, nettement distinctes pour ne pas dire opposées, de la gouvernance municipale.

JEAN-CLAUDE LANDRY

Si on a pu croire un instant que la réélection du maire Lévesque annonçait que la vision d’une gestion plus centralisatrice allait continuer à s’imposer, c’est plutôt celle d’une gestion plus collective prônée par son adversaire qui risque de prédominer.

L’élection d’une majorité de conseillères et conseillers déterminés à participer activement à la définition des orientations stratégiques de la ville et à être proactifs dans l’administration des affaires municipales vient de changer la donne. Les antécédents de plusieurs

d’entre eux en matière d’engagement social et communautaire ainsi que d’action citoyenne sont d’ailleurs le gage d’un conseil municipal plus animé que le précédent. Si le changement en voie de s’opérer n’a pas l’éclat de celui qui a marqué la Métropole, qu’on ne s’y trom-

pe pas, il n’en est pas moins réel. Une évolution qu’il faut saluer au moment même où l’État du Québec définit les municipalités comme « gouvernements de proximité » et leur octroie, avec l’adoption de la loi 122, davantage de responsabilités.

Des conseillers enfourchent leur vélo... d’hiver !

Cet automne, Pierre Montreuil et Claude Ferron se sont vu confier le mandat de conseiller municipal pour la Ville de Trois-Rivières. Qu’ont-ils en commun ? Au moment où les automobilistes installent leurs pneus d’hiver, ces nouveaux élus commencent leur saison de cyclisme hivernal avec grand enthousiasme.

LAURÉANNE DANEAU



Pour Pierre Montreuil et Claude Ferron, entendre les pneus de leur vélo mordre dans un tapis de neige fait partie des grands plaisirs de l’hiver. Alors

que le secteur des transports est le principal émetteur de gaz à effet de serre, des solutions de rechange inspirantes comme le vélo restent encore marginales. Si Pierre Montreuil commence sa 35^e saison hivernale, il s’agit de la seconde pour Ferron.

PRÊTS POUR L’HIVER

Concrètement, quelles sont les astuces pour que ce sport reste agréable à -10°C? Tout d’abord, l’équipement doit être adapté. Montreuil chevauche un vélo de montagne muni d’un porte-bagages, de pneus plus larges et de garde-boue. Un hybride entre le vélo de montagne et le vélo de route convient pour l’instant à Ferron. « Le défi en hiver, ce sont les écarts de température », explique ce dernier, qui mentionne aussi l’entretien nécessaire pour éviter que la neige n’encroûte le dérailleur. « Lorsqu’on peut mettre nos vélos dans un bâtiment, c’est vraiment l’idéal », ajoute Montreuil, qui se réjouit que l’hôtel de ville offre cette option. Les vêtements doivent aussi être appropriés. « Le truc, affirme-t-il, c’est le multicouche. » Ferron a, quant à lui, trois ensembles distincts pour affronter les températures. « Je traîne



CRÉDITS : LAURÉANNE DANEAU

Sept nouveaux conseillers ont fait leur entrée au conseil de ville de Trois-Rivières le 5 novembre dernier. Parmi eux figurent deux cyclistes d’hiver, Pierre Montreuil et Claude Ferron.

aussi un sac de vêtements de rechange », précise-t-il.

Quand des automobilistes frôlent des cyclistes l’hiver, nombreux sont ceux qui se questionnent sur la sécurité de ce mode de transport sur deux roues. « Je les comprends d’avoir peur et d’être stressés : ils ne veulent pas nous accrocher », lance Claude Ferron, qui n’a jusqu’à présent jamais eu d’accident. En 35 ans d’expérience, « le seul accident que j’ai eu a été causé par un nid de

poule que je n’avais pas vu en raison de l’automobile qui empiétait sur la moitié de la bande cyclable », ajoute pour sa part Pierre Montreuil.

UNE PASSION DEVENUE PHILOSOPHIE DE VIE

Pour les deux conseillers municipaux, le vélo est devenu une philosophie de vie à la suite d’un voyage qu’ils ont fait. Montreuil a traversé l’Europe de l’ouest sur un vélo cyclotouriste en 1982-1983, tandis que Ferron a parcouru l’Améri-

que centrale en 2006-2007. Au retour, chacun a choisi d’utiliser le moins possible l’automobile pour des raisons écologiques, mais aussi pratiques et économiques. L’effet sur leur santé physique et mentale est énorme, affirment-ils tous deux. « L’humain moderne s’est créé une béquille mentale, le cellulaire, et une béquille physique, la voiture », conclut Montreuil pour illustrer à contrario le bonheur que son style de vie lui procure. 📌

30 ans de présence active

SYNDICAT DES CHARGÉS DE COURS UQTR

Syndicat.Charge.Cours@UQTR.Ca - www.SCFP2661.Org
C.P. 500, Trois-Rivières (Québec) G9A 5H7
(819) 376-5044

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 13

Un premier « budget participatif » en Mauricie?

JEAN-CLAUDE LANDRY

S’il n’en tient qu’à son maire et aux engagements qu’il a pris lors de la récente campagne électorale, on devrait voir, dès l’an prochain, la Ville de Shawinigan prendre le relais de celle de Nicolet et initier en Mauricie la pratique du « budget participatif ». Un exercice à la fois municipal et citoyen par l’entremise duquel la ville dégage une somme

déterminée appelée à financer des projets soumis par des citoyens et choisis par la communauté à la suite d’une démarche de consultation publique. Voilà une initiative bienvenue susceptible de freiner le cynisme et l’érosion croissante de l’intérêt des citoyens pour les affaires de la cité.

Voter pour choisir celles et ceux qui dirigeront les destinées de nos villes

et municipalités constitue certes un geste essentiel de démocratie municipale. Mais des élections aux quatre ans s’avèrent nettement insuffisantes pour insuffler une dynamique d’engagement citoyen actif.

Il faut faire davantage et multiplier les opportunités de participation citoyenne. À cet égard, l’exercice du « budget participatif » en est un des plus intéressants.

Et qui sait ? Si les villes de Matane, Rimouski, Baie-Saint-Paul, Saint-Basile-le-Grand ont, elles aussi, adopté le budget participatif, peut-être est-il permis de croire que de ce côté-ci du fleuve d’autres villes et municipalités seront, elles aussi, tentées de les imiter. Car, à vrai dire, dans ce genre d’exercice, la somme mise en jeu importe moins que le message de confiance adressé à la population locale. 

Valérie Plante impose ses idées et remporte la mairie de Montréal

On l’a souligné plus d’une fois, et avec raison : tout au long de la campagne électorale qui l’a portée au pouvoir, Valérie Plante s’est démarquée par son style souriant et spontané. Le vent de fraîcheur qu’elle a fait souffler sur une campagne où tout semblait joué d’avance fut tel qu’on n’a pas tardé à décrire Denis Coderre, son adversaire, comme un politicien du siècle dernier. L’avenir nous dira si le « style Plante » s’imposera hors de l’île de Montréal ; si la « vague rose » atteindra d’autres milieux politiques.

JEAN-MICHEL LANDRY

Le style compte, c’est sûr, mais à trop s’y attarder on perd de vue le contenu de la proposition faite aux Montréalais. Concrètement, la nouvelle mairesse de Montréal entend limiter à 10 \$ le prix d’entrée au musée pour les jeunes ; développer un réseau cyclable 4 saisons ; prolonger les heures d’ouverture des bibliothèques et centres sportifs ; responsabiliser le service de police en le rendant plus transparent ; augmenter de 25 % le nombre d’arbres ; et instaurer une tarification sociale pour le transport en commun. Il faudra voir à ce que ces promesses soient tenues, mais d’ici là, rappelons-nous que ce sont ces propositions, et non seulement le sourire de Mme Plante, qui ont amené plusieurs Montréalais à faire le pari de l’audace. 



À trop s’attarder au style de Valérie Plante, on perd de vue le contenu de la proposition faite aux Montréalais qui comprend, entre autres, le développement d’un réseau cyclable 4 saisons.

LA CIRCONSCRIPTION DE SAINTE-MARIE-SAINT-JACQUES NE DISPARAÎTRA PAS

JEAN-MICHEL LANDRY

Février 2017. La commission de représentation électorale du Québec propose d’amalgamer la circonscription montréalaise de Sainte-Marie-Saint-Jacques (SMSJ) à celle située sur son flanc sud, la circonscription de Westmount-Saint-Louis. En termes socio-économiques, cela revient à noyer les choix politiques d’un quartier populaire dans ceux de l’une des plus riches circonscriptions québécoises.

Cinq jours après l’annonce, la pétition dénonçant la disparition de la circonscription comptait déjà 10 000 signatures.

La réaction des citoyens de SMSJ ne s’est pas fait attendre. Ces deux circonscriptions n’ont pas « du tout » la même réalité sociale, fait valoir une résidente. La spécificité de SMSJ « ne fitte pas avec la réalité de Westmount », souligne un autre. Cinq jours après l’annonce, la pétition dénonçant la disparition de la circonscription comptait déjà 10 000 signatures. Moins d’une semaine plus tard, plusieurs centaines d’électeurs ont bravé le froid de février lors d’un rassemblement populaire citoyen visant à bloquer le démantèlement de la circonscription. Le 2 mars, la commission de représentation électorale confirme la victoire populaire. La circonscription de SMSJ ne sera pas rayée de la carte et continuera d’être représentée à l’Assemblée nationale. 

LA CONTESTATION VISANT LA LOI 62 EST VIVE, ET QUÉBÉCOISE

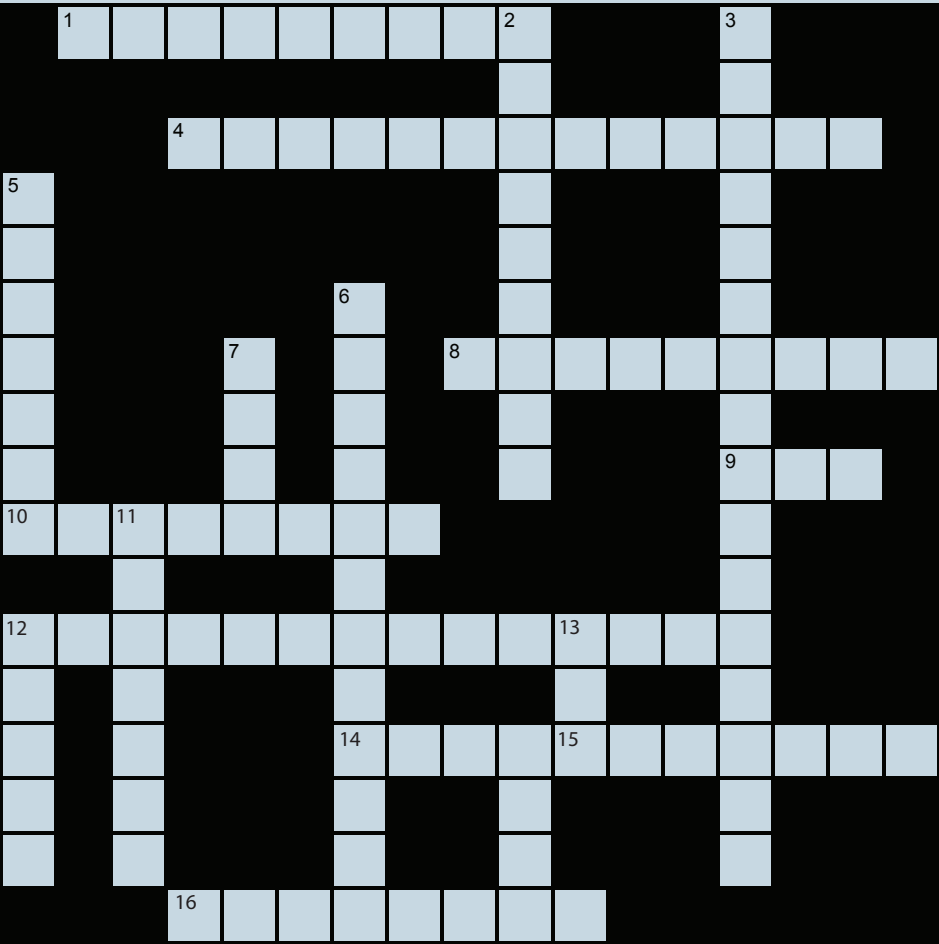
JEAN-MICHEL LANDRY

Aussi appelée « loi sur la neutralité de l’État », la loi 62 prévoit interdire aux porteuses du voile intégral l’accès à plusieurs services publics qu’elles contribuent néanmoins à financer (transport en commun, bibliothèques publiques, musées, universités, etc.). Impossible pour l’instant de dire si le gouvernement Trudeau tentera d’invalider la nouvelle loi québécoise. Soyons clairs : le projet de loi 62 est injuste et discriminatoire. Il viole le respect des libertés les plus élémentaires ; il doit être contesté. Or, une intervention du fédéral dans ce dossier risque d’envenimer les choses. L’ingérence d’Ottawa transformerait le débat (légitime et difficile) sur la laïcité de l’État en un débat (crucial, mais dif-

férent) sur la capacité du peuple québécois à voter ses propres lois.

Jusqu’à présent, heureusement, la loi est contestée en sol québécois. Et ce, aussi bien devant les tribunaux que dans la rue. Mme Marie-Michèle Lacoste, de concert avec le Conseil national des musulmans canadiens et l’Association canadienne des libertés civiles, plaidera bientôt que la loi porte « gravement atteinte » à la liberté de religion. Parallèlement, une grogne populaire s’est fait entendre à Montréal lors de la marche contre la haine, le racisme et la loi sur la neutralité religieuse (loi 62). Espérons qu’Ottawa entende le message : les Québécoises et les Québécois sont capables de mener ce débat sans son intervention. 

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Le lundi 24 juillet 1967, le général Charles de Gaulle quitte Québec en direction de Montréal en s'arrêtant dans chacun des comtés qu'il doit traverser dont celui ci. (9)
4. Le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec a récemment publié quatre projets de règlement critiqués par les groupes environnementaux et les municipalités pour tenter de mieux encadrer cette filière. (13)
8. Au début des années 1990, la création de ce réseau de centres a sonné le glas des orphelinats gérés par les communautés religieuses. (9)
9. Nom donné à un revenu de base universel et inconditionnel pour tous (acronyme). (3)
10. Ce pays se retrouve au premier rang sur 125 pour sa contribution aux missions onusiennes pour la paix. (8)
12. Pour souligner ses 20 ans d'existence, le SIT Mauricie s'est offert ceci en cadeau. (14)
14. Les Trois sœurs, un centre de femmes qui devrait voir le jour prochainement en Mauricie, adoptera une approche inclusive pour les femmes québécoises et immigrantes, mais aussi ces femmes. (11)
16. Synonyme de lutin. (8)

VERTICALEMENT

2. Selon Andy Clarno, le virage néolibéral de l'économie d'Israël reproduit sur le peuple palestinien les mêmes effets que pouvait engendrer sur les populations noires cette politique appliquée en Afrique du Sud jusqu'en 1991. (9)
3. Ste-Marie-St-Jacques est le nom donné à une de celles-ci. On en compte 125 au Québec. (16)
5. Conception et organisation de la société fondée sur la séparation de l'Église et de l'État. (7)
6. Si on se fie aux engagements pris par le maire Michel Angers aux dernières élections municipales, les Shawiniganais devraient pouvoir bénéficier de ce type de budget prochainement. (12)
7. Les conseillers municipaux de Trois-Rivières, Pierre Montreuil et Claude Ferron, utilisent ce moyen de transport à l'année. (4)
11. Dans la culture autochtone, le principe des « trois sœurs » consiste à cultiver ensemble trois plantes qui s'entraident pour pousser, soit la courge, le maïs et celui-ci. (7)
12. Chez Premier Envol, les locataires déploient celles-ci. (5)
13. Selon cette mesure, augmenter l'aide sociale pour une personne seule de 9192 \$ à 9467 \$ par an porterait le montant d'aide à seulement 55 % du seuil de pauvreté (acronyme). (3)
15. La mise à jour d'un ensemble d'indicateurs de bien-être par cette organisation démontrait il y a peu que le Canada faisait mieux que la moyenne observée pour l'ensemble des pays (acronyme). (4)

RÉPONSES EN PAGES 2

LA GAZETTE SALUE

Un laboratoire pour l'innovation sociale

La Gazette salue l'initiative du Pôle d'économie sociale de la Mauricie et de la coopérative L'ILOT, instigateurs du LAB04, un laboratoire en innovation sociale ayant eu lieu le vendredi 24 novembre dernier à Shawinigan et rassemblant un éventail de citoyennes, de citoyens et d'entrepreneurs sociaux pour réfléchir à l'avenir de la Mauricie.

Lors de cette activité d'une demi-journée, les participants étaient, entre autres, invités à concevoir la page couverture de La Gazette en 2025. Certaines idées proposées pourront être reprises au cours des prochains mois et des prochaines années pour répondre à des besoins manifestés par les collectivités de la Mauricie.



Geneviève Rajotte Sauriol tient la page couverture imaginée par son équipe pour La Gazette en 2025 lors du LAB04, un laboratoire en innovation sociale. Une vision progressiste avec une touche d'humour.

Le prestigieux Institut Péri-mètre à Trois-Rivières

Greg Dick, directeur du programme Outreach à l'Institut Péri-mètre, le plus grand centre de recherche en physique théorique au monde, était de passage au Cégep de Trois-Rivières en novembre pour annoncer une grande nouvelle. L'établissement trifluvien sera l'hôte du Cercle scientifique EinsteinPlus, une adaptation francophone de l'école d'été du prestigieux institut.

À l'été 2018, Trois-Rivières recevra 32 enseignants des écoles secondaires du pays, mais aussi de l'étranger pour les aider à introduire leurs étudiantes et étudiants à des sujets à la fine pointe de notre compréhension de l'univers. Grâce à l'expertise de chercheurs d'avant garde en physique théorique, les enseignants pourront aborder des phénomènes étranges et fascinants comme les trous noirs, la matière sombre ou les effets quantiques. La Gazette salue cette grande nouvelle!



M. Simon Lévesque, enseignant et instigateur du projet au Cégep de Trois-Rivières, M. Greg Dick, directeur du programme Outreach à l'Institut Péri-mètre, M. Denis Rousseau, directeur des études au Cégep de Trois-Rivières et M. Louis Gendron, directeur général du Cégep de Trois-Rivières.

CRÉDITS : CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES



la gazette

C'EST AUSSI LE WEB!

Découvrez nos capsules
vidéos et d'autre contenu
exclusif sur notre
site Web!



*Joyeuses Fêtes
à tous nos lecteurs et
à toutes nos lectrices!*

*Nous vous souhaitons des Fêtes
remplies de bonheur, de partage,
d'équité et de solidarité!*



www.gazettemauricie.com